

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 27 février 2013
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h

Présences : C. Poirier (présidence), B. Black, J.-L. Bourdages, G. Brennan, R. Brockington, C. Creran, S. Gagnon, L. Haméon, S. Jaroudi, A. Kurikshuk-Nemec, S. Mullen, A. Picotte, G. Phillips, L. Whitmore, J. Ouellette et D. Martin.

Absences justifiées : A. Butler, N. Giannakoulis, S. Menard et C. Danik.

- 17 h à 17 15 – P. Lebel, agent des nouveaux médias et des relations externes de l'ACEP, fait une présentation au CEN sur le Programme d'apprentissage mixte.
- C. Poirier fait le point sur le statut de S. Menard.

1) Points aux fins d'approbation

1 a) Ordre du jour

Il est convenu de déplacer le point 1f – Résolution du Comité des finances en 2d – Comité des finances.

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par L. Whitmore d'adopter l'ordre du jour, avec modifications.

Pour = 11, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 b) Compte rendu de la réunion extraordinaire du 12 janvier 2013

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Mullen d'adopter le compte rendu, avec modifications.

Pour = 7, contre = 0, abstentions = 5. **Résolution adoptée.**

1 c) Compte rendu du huis clos du 30 janvier 2013

Ce point est traité à huis clos.

1 d) Compte rendu du 30 janvier 2013

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par G. Phillips d'adopter le compte rendu.

Pour = 10, contre = 0, abstentions = 3. **Résolution adoptée.**

1 e) Résolution – Plan stratégique

Cette résolution est présentée par les membres du CEN Alex Butler, Nick Giannakoulis, Greg Phillips et Riley Brockington.

Attendu qu'énoncer une vision et un plan stratégique pour l'ACEP donnera un but et une orientation;

Attendu que de partager la vision et le plan stratégique avec les membres et le personnel de l'ACEP donnera l'assurance que le CEN se focalise sur la pérennité de l'organisation;

Il est par conséquent résolu que :

A. Un sous-comité du CEN soit formé afin de piloter le processus d'élaboration d'une vision et d'un plan stratégique pour l'ACEP.

B. Une séance dirigée d'une journée du CEN soit tenue ~~avant le 30 juin 2013~~ **à la date que recommandera le sous-comité** afin de :

- i. Discuter des façons de faire participer et de consulter les membres sur les composantes clés d'une vision et d'un plan stratégique de l'ACEP,
- ii. Élaborer les composantes clés de la vision et du plan stratégique de l'ACEP,
- iii. Établir un calendrier de planification des diverses étapes, de raffinement de la vision et du plan stratégique de l'ACEP, à la suite de la consultation et de la rétroaction des membres, et l'adoption et la mise en œuvre éventuelles par le CEN.

C. Tous les membres du CEN reçoivent l'information sur les éléments clés du plan stratégique, de même que les définitions reliées aux énoncés de vision avant la séance dirigée. En outre, si l'ACEP a élaboré dans le passé une vision et/ou un plan stratégique, qu'ils soient fournis aux membres du CEN.

Points saillants du débat :

- Le sous-comité ne ferait qu'établir le plan et le coût de la séance d'une journée. Le CEN serait l'instance décisionnelle.
- Devons-nous voter sur un budget provisoire?
- La séance d'une journée pourrait avoir lieu à l'automne.
- Le moment choisi est une préoccupation.
- Ne devrait-on pas en faire un exercice annuel en janvier?

Il y a **consensus** qu'A. Butler, R. Brockington, N. Giannakoulis, G. Phillips, L. Whitmore, A. Picotte, C. Creran, C. Poirier et C. Danik forment le sous-comité.

Résolution : Il est proposé par L. Whitmore et appuyé par G. Brennan d'adopter la résolution, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2) Rapports

2 a) Rapport du président

Le lendemain de notre dernière réunion, j'ai assisté à l'Assemblée générale annuelle de nos membres à l'ACDI. Notre section locale à l'Agence fait pour la première fois l'expérience d'une élection avec un vote électronique, sur le modèle de ce qui se fait déjà à la section locale du Bureau de la traduction. Et parlant traduction, la même journée avait lieu la dernière rencontre de l'équipe de négociation du groupe TR. C'était le moment de faire le point sur cette ronde et de tirer quelques leçons de cette expérience. Surtout que l'appel de volontaires pour la prochaine ronde partira sous peu. L'équipe de négociation EC s'est elle aussi réunie pour faire le post mortem de la dernière ronde.

Je vous ai parlé le mois dernier du recrutement du prochain secrétaire général du Conseil national mixte qui, cette fois-ci, sera choisi par les agents négociateurs. J'ai été choisi pour faire partie d'un sous-comité chargé de préparer le recrutement et le processus de sélection. C'est la semaine prochaine, plus précisément le 5 mars, dans les locaux de l'ACEP qu'auront lieu les entrevues et le choix du futur secrétaire général.

Toujours dans nos locaux, le 4 mars en après-midi, l'ACEP accueille de nouveau une réunion extraordinaire des agents négociateurs sur la question du projet de loi C-377 et sur les attaques anticipées contre la formule Rand. J'avais convoqué la première de ces réunions en janvier et la formule a été très appréciée par les autres syndicats. J'ai présidé la dernière rencontre le 13 janvier dans les locaux de l'Alliance de la fonction publique et notre stratégie commence à prendre forme. Nous allons notamment rendre visite à des sénateurs pour les sensibiliser au problème. Je rencontre demain la sénatrice Hervieux-Payette, puis la semaine prochaine Riley et moi allons rencontrer le leader du parti libéral au Sénat, le sénateur Cowan. Une autre partie de la stratégie consiste à écrire aux ministres responsables. Si vous êtes intéressés, Donna pourra vous fournir copie d'une lettre adressée aux ministres Clement et Raitt.

Parlant correspondance, il faut parfois être patient. Robyn Benson, présidente de l'Alliance et moi avons écrit au ministre Vic Toews en novembre pour lui faire part de nos inquiétudes quant à la fermeture du Centre de recherche sur les toxicomanies à Montague, Île-du-Prince-Édouard. C'est donc il y a quelques jours qu'il a daigné nous répondre, pour dire que son emploi du temps ne lui permettait pas de nous rencontrer.

Pour revenir aux réunions à venir, notons une rencontre avec le commissaire aux langues officielles Graham Fraser pour parler de la baisse des services en langues officielles dans la fonction publique fédérale, ainsi qu'une rencontre avec la bibliothécaire en chef, à la Bibliothèque du Parlement. Claude Danik et moi parlerons avec elle des rapports entre l'ACEP et la Bibliothèque.

Hier soir avait lieu autour de cette table une rencontre du Conseil des dirigeants locaux. L'essentiel de la réunion a été consacrée au financement de notre organisation. La soirée a été longue mais les suggestions faites devraient nous aider dans notre réflexion. Nous avons beaucoup parlé de consultations sur les cotisations et cette avenue devrait être envisagée, selon les dirigeants locaux présents, pour favoriser un vote positif.

2 b) Rapport du directeur général des politiques

Point **reporté**.

2 c) Rapport du directeur général des opérations

Anita Bangiricenge a été agente des relations de travail par intérim jusqu'au 22 février.

Réaménagement des effectifs (RE)

La question en suspens du grief de principe concernant les « années de service » a été réglée. Une journée d'audience, le 5 mars, a été réservée pour terminer l'audition du grief de principe concernant le « processus de sélection à RHDC » ». Quant au grief de principe concernant la « mise en œuvre du processus d'échanges de postes », les griefs de l'AFPC et de l'IPFPC ont été entendus les 28 et 29 janvier et nous attendons la décision de la CRTFP. Nous continuons, au sujet des trois griefs de principe, d'envoyer des communications électroniques aux membres et de mettre à jour le site web au fur et à mesure que l'information est disponible.

Dossiers de représentation

Voici la répartition par grands sujets de tous les dossiers de représentation ouverts depuis le début de 2013 :

Absentéisme	1	CNM (prestations)	
Accès à l'information		CNM (frais dentaires)	
Hébergement	9	CNM (soins de santé)	
Nominations par intérim	1	CNM (réinstallation)	1
AIPRP		CNM (indemnité dépl.)	
Droit d'auteur		CNM (déplacement)	
Travail de l'unité de négociation		CNM (DRE)	12
Prestations		Rémunération	6
Prime au bilinguisme		Pension	
Carrière	1	Évaluation du rendement	2
Classification	1	Dossier personnel	
Code de conduite	1	Politique	
Consultation		Activité politique	
Mutations		Protection de la vie privée	
DJR		Probation	
Assurance invalidité	2	RAND	
Discipline	3	Programme de recrutement	
Discrimination		Représentation	
Statut d'emploi	1	Démission	
Évaluation ergonomique		Retraite	1
Évaluation de l'aptitude au travail		Retour au travail	1
Harcèlement	9	RIM	
Santé et sécurité	1	Cote de sécurité	
Santé et sécurité (demande)		Service	

Horaire de travail	1	Dotation	1
Horaire de travail (heures suppl.)	1	Dotation (DRE)	
Horaire de travail (déplacement)		Énoncé de fonctions	1
Droits de la personne		Télétravail	1
SIGC	1	Employé à durée déterminée	1
Assurances Johnson		Licenciement	
Formation linguistique	1	Conditions de travail	
Congés	4	Programme de formation	
Congés (annuels)		Temps de déplacement	
Congés (deuil)		Plainte, pratiques injustes	
Congés (autres)	3	Cotisations syndicales	
Congés (parlementaires)		Représentation syndicale	
Congés (maladie)	1	Affectation de travail	
Congés (non payés)	1	Lien de travail	
Lettre d'attentes		Charge de travail	1
Indemnité de maternité	1	Actes répréhensibles (dénonc.)	1
Évaluation médicale			
			73
		total	

Professionnels au service des Canadiens (PSC)

Les six agents négociateurs se sont réunis le 29 janvier. Un projet d'attributions a été présenté et discuté; il s'est dégagé un consensus sur quelques modifications mineures et sur le fait que les agents négociateurs soumettent les attributions modifiées à l'approbation de leurs organisations respectives. La discussion a aussi porté sur la mise à jour du site web et les outils des médias sociaux des PSC. Les agents des communications de l'IPFPC et de l'ACEP travaillent actuellement de concert à ce projet, qui devrait être terminé d'ici la fin du mois, sous réserve des défis techniques.

Causes devant les tribunaux

Boshra et ACEP (Cour d'appel fédérale)

La Cour a admis le 14 février 2013 la requête de l'ACEP portant que l'appel de M. Boshra soit rejeté avec dépens. Les dépens ont été fixés à 500 \$. L'appel de M. Boshra porte sur une affaire qui avait fait l'objet d'une décision de la CRTFP. Nous demanderons maintenant que la CRTFP fixe une audience sur le bien-fondé de la dernière plainte de M. Boshra contre l'ACEP.

Boshra et ACEP (Cour fédérale)

L'ACEP poursuit l'affaire des dépens qui lui sont dus.

Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

Causes

Rôle d'audiences

Les audiences suivantes sont prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP de mai à juillet 2013.

Ottawa	18 au 21 juin (Continuation)	Desfossés (Discrim. – droits pers.)	RHDCC
Ottawa	8 et 9 mai	ACEP c. BdP (horaire de travail)	Biblio du Parl.
Ottawa	13 et 14 mai	Lebeau (Discrim. – droits pers.)	StatCan
Ottawa	30 et 31 mai	Chaudhary (Discrim. – droits pers.)	Santé Can.
Vancouver	25 et 26 juin	Anderson (Énoncé de fonctions)	Service Can.
Ottawa	2 et 3 juillet	ACEP c. BdP (gel prévu par la loi)	Biblio du Parl.

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp

2 d) Comité des finances

- R. Brockington signale que l'installation des portes de sécurité a été retardée de deux ou trois mois.
- J. Ouellette est prié de s'informer sur la logistique d'une webémission par le président et les vice-présidents sur la prochaine augmentation proposée des cotisations.
- Les états financiers pour la période close le 31 décembre 2012 sont examinés.
- La sécurité sur le site web a été relevée pour un coût minime suite aux récents problèmes.

Résolution n° 1 – Nouveau membre

Il est proposé par R. Brockington et appuyé par A. Picotte d'approuver la nomination comme nouveau membre de J.-L. Bourdages.

Pour = 13, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

Résolution n° 2 – Échéancier du budget

Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon d'aller de l'avant avec le processus budgétaire révisé pour l'année courante et de demander que des modifications aux Statuts soient rédigées et soumises au vote des membres en novembre. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Vote sur les cotisations

Faits saillants d'une table ronde sur le prochain vote concernant l'augmentation des cotisations :

- Toutes les composantes doivent être en place;
- Notre attention devrait se porter principalement sur cette question cette année;
- La question des échéances est importante.
- Ceci devrait être un point permanent de l'ordre du jour du CEN;
- Le vote devrait avoir lieu à l'automne;
- Communications et rencontre avec le Conseil des dirigeants des sections locales.

Quand le vote devrait-il avoir lieu et quelle devrait être l'augmentation?

Résolution : Il est proposé par G. Phillips et appuyé par L. Haméon de tenir le prochain vote sur les cotisations au plus tôt à la mi-mai, mais au plus tard à la mi-juin. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2 e) Le point sur le sous-comité d'enquête

S. Mullen, président du sous-comité, informe le CEN que le rapport d'enquête sera déposé à la réunion de mars et qu'il faudra peut-être prévoir du temps ou une réunion extraordinaire, car le plaignant et les défenseurs sont invités à s'adresser au CEN. Que ce soit au cours de la réunion de mars ou lors d'une réunion extraordinaire, cela se fera à huis clos.

Si vous avez des questions sur la procédure, veuillez communiquer avec C. Danik.

2 f) Comité des Statuts et des Règlements

S. Mullen présente au CEN la modification suivante aux Statuts et explique que c'est aux fins de clarté, car les résolutions peuvent être proposées en tout temps de l'année à condition qu'elles soient reçues 60 jours avant l'AGA. (Référence : règlement 3.36)

15.4 Le Comité des candidatures lance un appel ~~de résolutions et~~ de candidatures pour le CEN au plus tard le 1er juin ~~d'une année d'élections~~.

S. Mullen

3) Suivis

3 a) Ce qui constitue un « huis clos »

J. Ouellette dépose un projet de politique à ce sujet et demande qu'on lui envoie les commentaires. Ce point est reporté à la prochaine réunion en mars.

3 b) Politique sur les prix de l'ACEP

Point reporté.

3 c) Mandat du CCJM

Point reporté à la réunion de juin.

3 d) Résolution de R. Brockington

Point reporté.

4) Questions de fond aux fins de discussion

4 a) Régime d'incitatif monétaire (RIM)

J. Ouellette fait le point sur la question.

5) Levée de la séance

La séance est levée à 20 h 40.